



Conjoncture et croissance

L'État accapare la main-d'œuvre qualifiée au détriment du secteur privé

17.09.2024

D'un coup d'oeil

La pénurie de main-d'œuvre s'aggrave dans l'économie privée. Mais l'État n'a pas de difficultés à trouver les profils recherchés, car il paie davantage que le privé.

Les salaires dans l'administration publique sont nettement plus élevés que ceux versés dans le secteur privé pour des activités comparables. Les employés de l'État bénéficient d'un supplément de salaire significatif. Telle est la conclusion d'une étude de 2023 réalisée par l'Institut de politique économique suisse (Institut für Schweizer Wirtschaftspolitik IWP) qui a fait grand bruit. Dans leur analyse, les auteurs ont comparé des postes et des profils équivalents dans l'administration et le secteur privé. Une nouvelle édition de cette étude, réalisée en 2024, confirme cette conclusion. Un employé gagne davantage dans l'administration publique que ce qu'il obtiendrait, avec ses qualifications et à son âge, pour un poste comparable dans le secteur privé. Et c'est à la Confédération que la prime est la plus élevée: elle atteint 12% en moyenne.

L'administration ne connaît pas de pénurie de main-d'œuvre qualifiée

L'État peut offrir des conditions de travail généreuses. Il n'est donc pas étonnant que l'administration publique ne soit guère touchée par la pénurie de main-d'œuvre qualifiée croissante. C'est ce que montre indice relatif à la main-d'œuvre qualifiée calculé par BSS Volkswirtschaftliche Beratung. Cet indice couvre les quatre indicateurs que sont le taux de couverture, le taux d'immigration, le taux de chômage et le taux de postes vacants. Il a été calculé pour la première fois en 2010 et a démarré à 100 pour tous les secteurs. Les chiffres montrent que la pénurie de main-d'œuvre n'a cessé de s'accroître ces dernières années dans l'ensemble de l'économie (38% de plus en 2023). Il n'y a eu qu'une seule baisse temporaire, pendant la pandémie de Covid-19, une situation exceptionnelle. Presque tous les secteurs ont de plus en plus de mal à trouver des profils avec les qualifications nécessaires sur le marché du travail. L'administration publique constitue l'une des rares exceptions.

```
!function(){!function(){"use
strict";window.addEventListener("message",(function(a){if(void
0!==a.data["datawrapper-height"]){var
e=document.querySelectorAll("iframe");for(var t in
a.data["datawrapper-height"])for(var r=0;r
```

Main-d'œuvre qualifiée: l'administration et le secteur privé en concurrence

Le secteur privé fait face à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée grandissante. Des secteurs tels que les services financiers et d'assurance, les autres services économiques ainsi que l'information et la communication sont fortement touchés. Or ce sont précisément ces domaines qui ont besoin de personnel qualifié, que l'administration publique emploie en nombre. L'État comme les entreprises privées recrutent cette main-d'œuvre sur le même marché du travail. Mais si le secteur privé a de plus en plus de mal à trouver les profils recherchés, la situation reste confortable pour l'administration publique, grâce à ses généreux salaires. La situation est absurde: l'État concurrence le secteur privé sur le marché du travail. Et, parce qu'il peut payer des salaires plus élevés, il trouve sans problème les profils dont il a besoin. Ceux-ci manquent alors sur le marché du travail, ce qui aggrave encore la pénurie de main-d'œuvre pour les entreprises. Et tout cela est financé, entre autres, par les impôts versés par les entreprises qui sont mises en échec par l'État sur le marché du travail.



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, membre de la direction



Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation